

Burkina Faso/Sécurité

Ouagadougou dépassé par la flambée des attaques jihadistes

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

Illustration de cette impuissance, Djibo dans le Nord où une attaque jihadiste a contraint des gendarmes à la fuite. Mais il n'y a pas que le Nord. L'Est aussi est désormais touché.

S'IL n'y a eu aucune victime lors de l'attaque d'une gendarmerie dans le Nord du Burkina Faso la semaine dernière, c'est parce que les gendarmes, surpassés en nombre, ont fui, permettant à un nombre inconnu de détenus de s'échapper.

Cette attaque à Djibo, chef-lieu du Nord du pays, région en proie à une guérilla jihadiste d'intensité croissante, est survenue quelques heures après l'arrivée à Ouagadougou du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

C'était la deuxième visite de M. Le Drian cette année, alors que la sécurité se dégrade. Le gouvernement semble impuissant face aux attaques répétées depuis le premier trimestre 2015. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.

L'attaque de Djibo est "catastrophique", juge une source diplomatique française de haut rang. "C'est clair que le Burkina est devenu le souci principal", devant le Mali, parmi les pays du G5 Sahel, alliance qui regroupe ces deux pays ainsi que le Niger, la Mauritanie et le Tchad.

Quelque 220 écoles sont fermées dans le nord du Burkina, et 40 000 per-



Photo : AFP / L'Union

Le gouvernement paraît bien impuissant devant les attaques répétées des jihadistes, y compris dans la capitale Ouagadougou frappée à trois reprises, comme ici en janvier 2016.

sonnes ont été déplacées dans la région, vers Djibo. Après le Nord, touché depuis 2015, c'est l'Est qui est maintenant frappé par des attaques jihadistes, menées notamment à l'aide d'engins explosifs artisanaux.

Dans cette région frontalière du Niger, peu densément peuplée, qui abrite des parcs nationaux, les ONG recommandent à leurs employés de rester dans les villes, par peur des mines.

La série d'attaques de septembre n'a pas été revendiquée. Certains analystes y voient la main du groupe Ansarul Islam (basé dans le Nord), d'autres tiennent pour responsable le groupe Etat islamique au grand Sahara (EIGS), impliqué dans l'embuscade meurtrière contre des soldats américains au Niger en octobre 2017.

A la suite de cette flambée

de violences, le Togo et le Bénin voisins ont commencé, selon une autre source diplomatique française, à envoyer des troupes vers leurs frontières nord.

Des rencontres ministérielles entre le Burkina, le Niger, le Togo et le Bénin ont eu lieu à Ouagadougou la veille de la visite de M. Le Drian, pour parler stratégie et coopération contre la menace jihadiste.

"IL NE PEUT RIEN FAIRE" • Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré apparaît dépassé, allant même jusqu'à accuser les "nostalgiques" de l'ancien régime de Blaise Compaoré qui voudraient déstabiliser son gouvernement. "Ce n'est pas une thèse qu'on considère crédible", juge un haut responsable français. M. Kaboré n'a pas accompagné M. Le Drian au point presse qui a suivi leur ren-

contre. Certains y ont vu la crainte d'avoir à répondre à des questions sur la gestion de la crise.

"La population a peur", juge un journaliste burkinabè sous couvert de l'anonymat, pour lequel le silence de Kaboré est "une aveu de faiblesse".

Kaboré "ne peut rien faire, il n'a pas les moyens !", estime la source diplomatique française de haut rang.

"On va voir ce qu'ils vont faire, ce qu'ils vont nous demander", confie cette source, alors que le président Kaboré doit se rendre en France en décembre.

Début octobre, le Burkina a réclamé, pour la première fois, l'appui de la force militaire française Barkhane, dédiée à la lutte antijihadiste au Sahel, pour des frappes aériennes. Un changement notable, alors que pendant des années le Burkina re-

fusait le soutien de l'ancienne puissance coloniale.

Jean-Yves Le Drian a d'ailleurs réitéré à Ouagadougou la disponibilité de la France "à aider à la sécurisation" du pays.

Mais le régime Kaboré a fort à faire pour améliorer le niveau de l'armée burkinabè, purgée après le renversement de Blaise Compaoré en 2014, puis après la tentative de putsch de 2015.

Ce coup d'Etat raté a entraîné la dissolution du Régiment de sécurité présidentiel, garde prétorienne de l'ex-président mais aussi véritable service de renseignement et unité d'élite de l'armée.

Dans un pays qui a subi de nombreux coups militaires depuis son indépendance, on hésite à redonner trop de pouvoir à l'armée.

Pour lutter contre le terrorisme aussi sur le plan socio-économique, M. Le Drian a annoncé durant son séjour une aide de 30 millions d'euros pour le projet de développement "Trois frontières" (Burkina, Mali, Niger).

La pauvreté demeure endémique au Burkina, dont la moitié des 20 millions d'habitants a moins de 17 ans.

Les ONG "ont de plus en plus des difficultés" même pour faire des choses simples comme creuser des puits, en raison des risques sécuritaires, selon une source diplomatique, renforçant le sentiment au sein de la population des régions frontalières qu'elle est abandonnée par le pouvoir central de Ouagadougou.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique / Politique.** Manif contre une procédure de destitution du président de l'Assemblée

Près de 400 personnes ont manifesté mardi à Bangui, en Centrafrique, contre une pétition de députés réclamant la destitution du président de l'Assemblée nationale, Karim Meckassoua, pour manquements à sa charge, a constaté l'AFP.

• **Comores/Troubles.** Le président en visite à la médina de Mutsamudu



Photo : AFP

Le président comorien Azali Assoumani a effectué hier une visite dans la médina de Mutsamudu pour "constater" l'état de la capitale de l'île d'Anjouan après les violences qui ont opposés durant six jours un groupe de rebelles armés aux forces comoriennes.

• **Guinée/Manifestation.** Le chef de l'opposition dénonce une "tentative d'assassinat"

L'ancien Premier ministre guinéen Cellou Dalein Diallo, principal opposant au président Alpha Condé, a dénoncé hier une "tentative d'assassinat" après que son véhicule a été traversé par une balle alors qu'il se rendait à une manifestation interdite par le pouvoir du président Alpha Condé.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Diplomatie.** Trump coupe les aides à trois pays d'Amérique centrale

Des milliers de migrants honduriens ont poursuivi leur périple à travers le Mexique dans l'espoir d'atteindre les États-Unis, faisant fi des représailles de Donald Trump qui a annoncé lundi une réduction immédiate des aides à trois pays d'Amérique centrale.

• **France/Justice.** Un ancien ministre en procès pour viols

Après un faux-départ l'an dernier, le procès s'est rouvert hier pour l'ex-secrétaire d'Etat français Georges Tron, accusé de viols en réunion de deux anciennes employées de sa mairie de Draveil, dans la banlieue parisienne.

• **Irak/Attentat.** Six morts à Mossoul

Six personnes ont été tuées hier et une vingtaine blessées dans un attentat à la voiture piégée contre un marché d'al-Qayyarah, importante localité au sud de Mossoul, l'ancienne "capitale" du groupe Etat islamique (EI) en Irak, a indiqué à l'AFP un responsable médical.

Zimbabwe/Politique

L'opposition appelle au "dialogue" pour mettre fin à la crise

AFP

Harare/Zimbabwe

Son chef, Nelson Chamisa, préconise ainsi la formation d'un gouvernement transitoire d'urgence.

LE principal dirigeant de l'opposition zimbabwéenne et rival malheureux du président Emmerson Mnangagwa à la dernière présidentielle, Nelson Chamisa, a préconisé hier la formation d'un gouvernement transitoire d'urgence pour résoudre la crise politique et économique qui s'aggrave dans le pays.

Le Zimbabwe connaît sa plus grave crise économique depuis dix ans qui

s'est traduite ces dernières semaines par des pénuries de carburant, de nourriture et de médicaments en raison d'un manque de devises.

"La première chose à faire pour ce pays est de s'engager sur le chemin d'un dialogue politique", a déclaré M. Chamisa, du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), qui revendique la victoire à l'élection présidentielle du 30 juillet.

"Nous avons besoin d'une autorité transitoire nationale, de manière à pouvoir résoudre cette crise", a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse à Harare.

M. Chamisa a indiqué avoir rencontré des responsables religieux qui réclament l'ouverture d'un



Photo : AFP

Le chef de l'opposition Nelson Chamisa : "Nous avons besoin d'une autorité transitoire nationale, de manière à pouvoir résoudre cette crise."

dialogue politique entre l'opposition et le président du Zimbabwe.

"Nous sommes prêts à discuter", a-t-il dit. "Nous allons finalement discuter et résoudre nos problèmes nationaux en tant que pays",

a-t-il ajouté, mais "nous ne sommes pas prêts à être contraints de légitimer l'illicégitime".

"Notre peuple souffre. Ce délabrement économique est notre lot à tous", a ajouté M. Chamisa.

Les pénuries et les hausses de prix actuelles sont les pires depuis que la crise économique et financière de 2008 a entraîné le pays dans une spirale d'hyperinflation. Les prix de nombreuses denrées de base ont plus que doublé en moins d'un mois.

"La situation dans les hôpitaux est tellement choquante", a poursuivi Nelson Chamisa. "Nos hôpitaux sont malades. Des hôpitaux malades ne peuvent pas prendre soin de gens malades. Notre peuple meurt de maladies évitables comme le choléra".

Au moins 50 personnes sont mortes du choléra depuis septembre.

"Il y a une absence de leadership, la nation est orpheline", a ajouté Nelson Chamisa.